

## Burundi : un leader d'opposition fuit le pays par crainte d'arrestation



Léonard Nyangoma, Président du CNDD

(AFP) Le porte-parole de la principale plate-forme de l'opposition au Burundi, l'Alliance démocratique pour le changement (ADC), a fui le pays depuis plusieurs jours, de crainte d'être arrêté par la police, a appris l'AFP de sources concordantes lundi.

« Léonard Nyangoma s'est mis à l'abri pour ne pas être arrêté, il a été vu pour la dernière fois à Bujumbura mardi (20 juillet) », selon un de ses proches.

« Il (Nyangoma) a fui le pays depuis trois ou quatre jours parce que le pouvoir cherchait à l'arrêter, mais aussi parce qu'il a eu peur pour sa vie », a confirmé à l'AFP Alexis Sinduhije, un chef de l'ADC.

« Officiellement, c'est à cause du dossier Ruziba dans lequel M. Nyangoma avait signé un communiqué en tant que porte-parole de l'ADC. Un ministre a porté plainte contre lui et la police allait l'arrêter malgré l'immunité provisoire dont il dispose en tant que député », a-t-il poursuivi.

Dans ce communiqué, l'ADC accusait l'armée burundaise d'avoir "massacré la population" en faisant intervenir il y a deux semaines des hélicoptères de combat et la marine en vue d'arrêter les assassins présumés de deux membres du parti présidentiel à Ruziba, à 8 km au sud de Bujumbura.

Le ministre burundais de la Défense, le général Germain Niyoyankana, avait alors porté plainte, dénonçant des « calomnies abjectes, absurdes et ridicules » visant selon lui à « inciter l'armée à la révolte ».

Aucun officiel ne pouvait être joint lundi, mais un haut responsable de la police a confirmé à l'AFP, sous couvert d'anonymat, la fuite de M. Nyangoma « sans aucune raison puisqu'il n'y a aucun mandat d'arrêt contre lui ».

Le Burundi a organisé vendredi des législatives, troisième scrutin d'un marathon électoral censé consolider la démocratie dans ce pays qui sort de 13 ans de guerre civile (1993-2006).

Le parti au pouvoir est assuré d'une victoire confortable, la majeure partie de l'opposition ayant maintenu son boycottage du processus électoral débuté peu après les élections communales du 24 mai entachées selon elle de fraudes massives.

Le retrait de l'opposition et une vague d'attaques à la grenade et d'assassinats, qui ont fait une vingtaine de morts et plus de 100 blessés depuis le 24 mai, font craindre une résurgence des violences dans le pays.

Agathon Rwasa, le dirigeant de l'ex-rébellion des Forces nationales de libération (FNL), devenue le principal parti d'opposition, a lui aussi disparu de la vie publique il y a plus d'un mois.

Il avait expliqué dans un message audio craindre d'être arrêté et assuré ne pas avoir l'intention de reprendre les armes, ce dont de nombreux observateurs doutent.

« Le pouvoir est en train de nous persécuter. Ce (lundi) matin, des policiers sont venus (au siège) et nous ont annoncé qu'aucune voiture ne pouvait plus entrer ou sortir et qu'on n'avait pas le droit d'emporter ni des documents, ni du matériel appartenant au parti », a dénoncé à l'AFP le vice-président des FNL, Alfred Bagaya.